

Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne
(FRA)

Comptes annuels de la FRA pour l'exercice clos le
31 décembre 2015

Les présents comptes ont été préparés par le comptable le 30 janvier 2016 et rédigés par le directeur le 8 février 2016.

Le conseil d'administration rendra son avis sur les comptes définitifs le 20 mai 2016.

Les présents comptes définitifs, accompagnés de l'avis du conseil d'administration, seront transmis au comptable de la Commission, à la Cour des comptes européenne, au Parlement européen et au Conseil le 1^{er} juillet 2016 au plus tard.

Les comptes définitifs seront publiés sur le site web de la FRA: <http://fra.europa.eu>

.....(signé).....
Comptable

.....(signé).....
Directeur

.....15/6/2016.....
Date

.....15/6/2016.....
Date

Table des matières

1. Certification des comptes annuels 2015
2. Introduction

Section A: États financiers

3. Bilan financier
4. Compte de résultat économique
5. État de variation du bilan actif/passif
6. Tableau des flux de trésorerie
7. Annexes aux états financiers

Section B: Rapports sur l'exécution du budget 2015

8. Résultat budgétaire 2015
9. Évolution du budget 2015
10. Exécution du budget 2015 - Titres 1, 2 et 3 – Crédits C1
11. Exécution du budget 2015 - Titres 1, 2 et 3 – Crédits C8
12. Exécution du budget 2015 - Titres 1, 2 et 3 – Crédits R0
13. Exécution du budget 2015 - Titres 1, 2 et 3 – Crédits C4
14. Budget 2015 – Tableau des effectifs

1. Certification des comptes annuels 2015

Les comptes annuels de la FRA pour l'année 2015 ont été préparés conformément au règlement financier applicable au budget général de l'Union européenne et aux règles comptables adoptées par le comptable de la Commission, devant être appliquées par toutes les institutions, agences et entreprises conjointes, et conformément aux dispositions du titre IX du règlement financier de la FRA.

Je reconnais être responsable de la préparation et de la présentation des comptes annuels de la FRA, conformément à l'article 50 du règlement financier.

J'ai obtenu de l'ordonnateur, qui en certifie la fiabilité, toutes les informations nécessaires à la production des comptes décrivant l'actif et le passif de la FRA ainsi que l'exécution du budget.

Je certifie par la présente que, sur la base de ces informations et des vérifications que j'ai jugées nécessaires pour être en mesure de signer les comptes, j'ai l'assurance raisonnable que les comptes présentent une image fidèle et loyale de la situation financière de la FRA dans tous ses aspects significatifs.

Date...15/6/2016.....

Signature.....(signé).....
Comptable

2. Introduction

Informations générales

La FRA, qui est établie à Vienne, a pour principal objectif de fournir aux institutions, organes et organismes compétents de la Communauté, ainsi qu'à ses États membres, lorsqu'ils mettent en œuvre le droit communautaire, une assistance et des compétences en matière de droits fondamentaux, de manière à les aider à respecter pleinement les droits fondamentaux quand ils prennent des mesures ou définissent des actions dans leurs domaines de compétence respectifs.

Base légale

La comptabilité est tenue conformément aux dispositions du titre IX du règlement financier de la FRA adopté le 12 décembre 2013 par son conseil d'administration. Ces dispositions comptables sont identiques à celles du titre IX du règlement financier cadre mentionné à l'article 208 du règlement (CE, EURATOM) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union.

Financement

Les recettes de la FRA se composent principalement d'une subvention de l'Union, qui est inscrite au budget général de l'Union européenne (section «Commission»).

Organisation de la FRA

La FRA se compose du conseil d'administration, du bureau exécutif, du comité scientifique, du directeur et du personnel de la FRA.

Conseil d'administration de la FRA

Le conseil d'administration de la FRA se compose de personnalités dotées d'une expérience adéquate dans la gestion d'organisations publiques ou privées et, en outre, de connaissances dans le domaine des droits fondamentaux, comme suit:

- a) une personnalité indépendante désignée par chaque État membre, assumant des responsabilités de haut niveau au sein d'une institution nationale indépendante de défense des droits de l'homme ou d'une autre organisation du secteur public ou privé;
- b) une personnalité indépendante désignée par le Conseil de l'Europe; et
- c) deux représentants de la Commission.

Information financière

Les comptes annuels de la FRA se composent de deux documents:

- a) les états financiers; et
- b) les rapports d'exécution.

Audit externe

La Cour des comptes européenne est tenue de préparer un rapport annuel spécifique sur la FRA, conformément aux exigences de l'article 287, paragraphe 1, du TFUE.

Décharge

Le Parlement européen est l'autorité de décharge au sein de l'UE. À la suite de l'audit et de la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil d'émettre une recommandation puis au Parlement de décider de donner ou non décharge à la FRA pour un exercice donné.

Section A:

**États financiers de la FRA pour l'exercice clos le
31 décembre 2015**

3. FRA – Bilan financier

	Note	31.12.2015	31.12.2014
		€	€
A. VALEURS IMMOBILISÉES		1,270,179	1,352,528
Immobilisations incorporelles	7.(6)	93,299	149,002
Immobilisations corporelles	7.(6)	1,176,880	1,203,526
Actifs financiers		-	-
Préfinancement à long terme		-	-
Créances à long terme		-	-
B. ACTIF CIRCULANT		7,142,494	7,263,343
Stock		-	-
Préfinancement	7.(8)	310,675	-
Créances	7.(9)	208,767	230,524
Actifs financiers		-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7.(10)	6,623,052	7,032,819
TOTAL DE L'ACTIF		8,412,673	8,615,871
C. PASSIF NON COURANT		-	-
Retraites et autres avantages du personnel		-	-
Provisions pour risques et charges		-	-
Passif financier		-	-
Dettes à long terme auprès d'entités consolidées		-	-
TOTAL PASSIF NON COURANT		-	-
D. PASSIF COURANT		1,607,987	1,178,623
Avantages du personnel		-	-
Provisions pour risques et charges	7.(11)	-	-
Passif financier		-	-
Dettes à court terme	7.(12)	1,607,987	1,178,623
TOTAL DU PASSIF COURANT		1,607,987	1,178,623
E. ACTIF/PASSIF NET		6,804,686	7,437,248
Réserves		-	-
Résultats accumulés	5	6,804,686	7,437,248
B. Intérêts minoritaires		-	-
TOTAL ACTIF/PASSIF NET		6,804,686	7,437,248

Signature(signé).....
Directeur

Date.....15/6/2016.....

4. FRA – Compte de résultat économique

		2015 €	2014 €
Ressources basées sur le RNB		-	-
Ressources TVA		-	-
Ressources propres traditionnelles		-	-
Fonds transférés de la Commission à d'autres institutions		-	-
Contributions des pays de l'AELE appartenant à l'EEE		-	-
Amendes		-	-
Recouvrement de dépenses		-	-
Contribution de l'Union européenne		21,257,526	21,072,054
Autres revenus d'exploitation		247,568	254,148
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	7.(13)	21,505,094	21,326,202
Dépenses administratives		-13,993,477	-13,576,480
Dépenses de personnel		-10,814,808	-10,472,284
Dépenses liées aux immobilisations		-479,074	-488,444
Pensions		-	-
Autres dépenses administratives		-2,699,595	-2,615,752
Charges d'exploitation		-8,144,179	-6,833,573
Gestion directe centralisée		-	-
Gestion indirecte centralisée		-	-
Gestion décentralisée		-	-
Gestion partagée		-	-
Gestion conjointe		-	-
Autres charges d'exploitation		-8,144,179	-6,833,573
TOTAL DES DÉPENSES ADMINISTRATIVES ET CHARGES D'EXPLOITATION	7.(14)	-22,137,656	-20,410,053
EXCÉDENTS/(DÉFICITS) PROVENANT D'ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		-632,562	916,149
Recettes financières		-	-
Dépenses financières		-	-
Part d'excédents ou déficits nets d'entreprises associées ou joint-ventures comptabilisés pour utiliser la méthode de mise en équivalence		-	-
EXCÉDENTS/(DÉFICITS) NE PROVENANT PAS D'ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		-632,562	916,149
EXCÉDENTS/(DÉFICITS) PROVENANT D'ACTIVITÉS ORDINAIRES			
Intérêts minoritaires		-	-
Gains extraordinaires (+)		-	-
Pertes extraordinaires (-)		-	-
EXCÉDENTS/(DÉFICITS) PROVENANT DE POSTES EXTRAORDINAIRES		-	-
RÉSULTAT ÉCONOMIQUE DE L'EXERCICE		-632,562	916,149

5. FRA - État de variation du bilan actif/passif net

	Réserves		Excédents/déficits accumulés	Résultat économique de l'exercice	Total du bilan actif/passif
	Réserve de juste valeur	Autres réserves			
	€	€	€	€	€
Solde au 31 décembre 2013	-	-	5,190,833	1,330,266	6,521,099
Autres réévaluations	-	-	-	-	-
Mouvements de justes valeurs	-	-	-	-	-
Allocation du résultat économique de l'exercice précédent	-	-	1,330,266	(1,330,266)	-
Montants crédités aux États membres	-	-	-	-	-
Résultat économique de l'exercice	-	-	-	916,149	916,149
Solde au 31 décembre 2014	-	-	6,521,099	916,149	7,437,248
Autres réévaluations	-	-	-	-	-
Mouvements de justes valeurs	-	-	-	-	-
Allocation du résultat économique de l'exercice précédent	-	-	916,149	(916,149)	-
Montants crédités aux États membres	-	-	-	-	-
Résultat économique de l'exercice	-	-	-	-632,562	-632,562
Solde au 31 décembre 2015	-	-	7,437,248	-632,562	6,804,686

6. FRA - Tableau des flux de trésorerie

Flux de trésorerie des activités de fonctionnement	2015 €	2014 €
Excédents/(déficits) provenant d'activités de fonctionnement	-632,562	916,149
<u>Ajustements</u>		
Amortissements (immobilisations incorporelles) +	64,865	68,759
Dépréciation (immobilisations corporelles) +	414,209	417,990
Augmentation/(diminution) des provisions pour risques et charges	-	-24,686
Augmentation/(diminution) des avantages du personnel	-	-
Augmentation/(diminution) d'une réduction de valeur des dettes douteuses	-	-
(Augmentation)/diminution du stock	-	-
(Augmentation)/diminution du préfinancement à long terme	-	-
(Augmentation)/diminution du préfinancement à court terme	-310,675	175,547
(Augmentation)/diminution des créances à long terme	-	-
(Augmentation)/diminution des créances à court terme	21,757	-12,005
(Augmentation)/diminution des créances liées à des entités CE consolidées	-	72,024
Augmentation/(diminution) d'autres dettes à long terme	-	-
Augmentation/(diminution) des montants dus	479,842	-1,045,881
Augmentation/(diminution) des dettes liées à des entités CE consolidées	-50,478	30,204
(Gains)/pertes sur la vente de propriétés, d'installations et d'équipements	-	1,694
Postes extraordinaires	-	-
Flux de trésorerie net des activités de fonctionnement	-13,042	599,796
Flux de trésorerie des activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles (-)	-396,725	-388,146
Produits d'immobilisations corporelles et incorporelles (+)	-	-
Acquisition d'investissements	-	-
Produits d'investissements	-	-
Octroi de prêts	-	-
Remboursements de prêts	-	-
Recettes financières	-	-
Postes extraordinaires	-	-
Flux de trésorerie net des activités d'investissement	-396,725	-388,146
Activités financières		
Remboursements d'emprunts	-	-
Produits d'emprunts	-	-
Augmentation/(diminution) d'autres dettes financières	-	-
Versements effectués aux États membres (-)	-	-
Dépenses financières	-	-
Postes extraordinaires	-	-
Flux de trésorerie net découlant des activités de financement	-	-
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-409,767	211,650
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début de période	7,032,819	6,821,169
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin de période	6,623,052	7,032,819

7. Annexes aux états financiers

1) Base légale

Les états financiers de la FRA ont été rédigés en conformité avec les règles de comptabilisation adoptées le 28 décembre 2004 par le comptable de la Commission et toutes leurs modifications ultérieures, reposant sur les normes de comptabilité publique internationale.

2) Principes comptables

Les états financiers ont été rédigés en conformité avec les principes comptables généralement admis visés à la règle comptable 2 de l'UE, à savoir:

- la présentation fidèle
- la continuité des activités
- la cohérence de la présentation
- la comparabilité des informations
- l'agrégation des données
- la compensation
- la comptabilité d'exercice

3) Unité de compte

L'unité de compte est l'euro (€). Tous les chiffres ont été arrondis à l'euro le plus proche.

L'actif et le passif en devises autres que l'euro au 31 décembre 2015 sont convertis en euros sur la base du taux de conversion fixé à cette date, à l'exception des actifs corporels et incorporels, lesquels conservent leur valeur en euros au taux appliqué lors de leur acquisition.

Au cours de l'exercice, les recettes et les dépenses encourues dans des devises autres que l'euro sont converties en euros aux taux de change mensuels publiés par la Commission européenne. Les gains et pertes réalisés sont pris en compte dans le compte de résultat économique de l'exercice correspondant.

4) Plan comptable

Le plan comptable utilisé par la FRA suit la structure du plan comptable de la Commission européenne.

5) Utilisation d'estimations

Aux fins de l'établissement des états financiers en conformité avec les principes comptables généralement admis, la direction est amenée à faire des estimations et à retenir des hypothèses qui influent sur les montants inscrits dans les états financiers de la FRA. Les principales estimations et hypothèses importantes dans ces états financiers doivent être fondées sur le jugement et sont notamment utilisées pour les charges à payer et produits à recevoir, les provisions, les actifs éventuels et passifs éventuels. Les résultats réels des périodes futures pourraient différer de ces estimations. Les changements d'estimations sont pris en compte sur l'exercice au cours duquel ils sont connus.

En ce qui concerne les charges à payer, les estimations utilisées reposent sur l'appréciation de l'Agence quant au taux d'achèvement des prestations à livrer se rapportant à chaque engagement budgétaire.

6) Actifs non courants

Les biens corporels ou incorporels acquis dont le prix d'acquisition ou le coût de revient est égal ou supérieur à 420 €, d'une durée d'utilisation de plus d'un an et qui ne sont pas des consommables, sont comptabilisés comme valeurs immobilisées.

Conformément aux règles comptables 6 et 7 de la Commission, les actifs immobilisés sont évalués à leur prix d'acquisition ou à leur coût de revient et sont sujets à l'amortissement sur une base linéaire au cours de leur durée d'utilisation. Les taux d'amortissement annuels appliqués sont les suivants:

Licences de logiciels	25%
Matériel informatique	25%
Mobilier et parc automobile	10% and 25% (parc automobile)

Autres installations	25% and 12.5% (équipements liés au courrier, à la santé et à la sécurité)
Améliorations locatives	10%

Les actifs sont examinés annuellement pour dépréciation et, le cas échéant, les valeurs comptables sont ajustées. Si la valeur recouvrable estimée d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif doit être ramenée à sa valeur recouvrable.

Aucun actif immobilisé n'est soumis à des accords de location-financement.

Immobilisations incorporelles

	Logiciels informatiques (incorporel) €
Valeur d'acquisition au 1.1.2015	646,176
Transfert d'immobilisations en cours reportées de 2014 et installées en 2015	-
Acquisitions au cours de l'année	9,162
Cessions	-
Valeur nette comptable au 31.12.2015	655,338
Amortissements en cumul au 1.1.2014	(497,174)
Charge pour 2015	(64,865)
Cessions	-
Amortissements en cumul au 31.12.2015	(562,039)
Valeur nette comptable au 1.1.2015	149,002
Valeur nette comptable au 31.12.2015	93,299
Immobilisations en cours	-
Valeur nette comptable totale au 31.12.2015	93,299

	2015	2014
	€	€
Dépenses de développement de logiciels encourues au cours de l'année	<u>521,092</u>	<u>237,095</u>

Immobilisations corporelles

	Améliorations locatives	Matériel informatique	Autres installations	Mobilier et parc automobile	Total €
Valeur d'acquisition au 1.1.2015	1,543,592	1,352,732	448,165	524,097	3,868,586
Transfert d'immobilisations en cours reportées de 2014 et installées en 2015	-	-	-	-	-
Acquisitions	253,553	104,571	27,199	2,240	387,563
Cessions	-	-	-	-	-
Valeur nette comptable au 31.12.2015	1,797,145	1,457,303	475,364	526,337	4,256,149
Amortissements en cumul 1.1.2015	(948,528)	(985,414)	(404,949)	(326,169)	(2,665,060)
Charge pour 2015	(176,427)	(180,549)	(19,394)	(37,839)	(414,209)
Cessions	-	-	-	-	-
Amortissements en cumul 31.12.2015	(1,124,955)	(1,165,963)	(424,343)	(364,008)	(3,079,269)
Valeur nette comptable au 1.1.2015	595,064	367,318	43,216	197,928	1,203,526
Valeur nette comptable au 31.12.2015	672,190	291,340	51,021	162,329	1,176,880
Immobilisations en cours	-	-	-	-	-
Valeur nette comptable totale au 31.12.2015	672,190	291,340	51,021	162,329	1,176,880

7) Contrats de location

Les contrats de location dans le cadre desquels une partie importante des risques et avantages inhérents à la propriété incombe au bailleur sont considérés comme des contrats de location simple. Les paiements au titre de contrats de location simple sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat économique et répartis linéairement sur toute la durée du contrat de location. Tous ces contrats conclus par l'Agence sont évalués quant aux éléments de bail d'exploitation ou de crédit-bail de financement qu'ils comportent.

	2015	2014
	€	€
Paiements minimaux des locations portés au compte de résultat économique (contrats de location simples – location de bureaux et de photocopieuses)	<u>815,150</u>	<u>804,245</u>
Paiements minimaux futurs au titre de contrats de location simples (locaux de bureau):		
	2015	2014
	€	€
Montants dus dans 1 an	815,150	815,150
Montants dus entre 1 et 5 ans	1,494,441	2,309,591
Montants dus dans plus de 5 ans	-	-
	<u>2,309,591</u>	<u>3,124,741</u>

La FRA n'a conclu aucun contrat de location-financement.

Les paiements au titre de crédits-bails se rapportent à un contrat de location qui avait une durée de location initiale minimale de dix ans. À l'issue de la durée de location minimale, le bail devient un contrat de location à durée indéterminée que l'Agence peut résilier en respectant le délai de préavis prévu par la loi.

8) Préfinancement

	2015	2014
	€	€
Préfinancements qui ne sont pas encore apurés à la clôture de l'exercice	466,957	50,123
Charges à payer sur les préfinancements	<u>(156,282)</u>	<u>(50,123)</u>
Préfinancements en cours à la clôture de l'exercice	<u>310,675</u>	<u>-</u>

Aucun amortissement ni aucune provision nouvelle ou supplémentaire n'ont été réalisés au cours de l'exercice.

9) Créances à recevoir et à recouvrer

Les créances à recevoir et à recouvrer sont comptabilisées à la valeur initiale diminuée de toute dépréciation pour perte de valeur.

	2015	2014
	€	€
Remboursement de la TVA due par les autorités autrichiennes	52,693	53,789
Montants dus par l'entité consolidée – Commission européenne	-	-
Reports/acomptes	120,477	116,450
Créances diverses	<u>35,597</u>	<u>60,285</u>
Montant total dû dans 1 an	<u>208,767</u>	<u>230,524</u>

Tous les montants ne sont ni en souffrance ni dépréciés. Aucune radiation ni aucune provision nouvelle ou supplémentaire n'ont été effectuées au cours de l'année.

Toutes les créances à recevoir et à recouvrer concernent des opérations sans contrepartie directe.

La qualité du crédit des montants à recevoir et à recouvrer qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés se présente comme suit:

	2015	2014
	€	€
Contrepartie ayant une notation de crédit externe – autorités autrichiennes (Aaa de Moody)	52,693	53,789
Contrepartie n'ayant pas de notation de crédit externe - Commission européenne	-	-
Contrepartie n'ayant pas de notation de crédit externe – débiteurs qui n'ont jamais fait défaut	<u>156,074</u>	<u>176,735</u>
Montant total dû dans 1 an	<u>208,767</u>	<u>230,524</u>

10) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse, les dépôts bancaires à vue, les autres placements à court terme très liquides assortis d'échéances initiales inférieures ou égales à trois mois.

	2015	2014
	€	€
Comptes bancaires courants et de dépôt	<u>6,623,052</u>	<u>7,032,819</u>

Les comptes bancaires de la FRA sont détenus par ING (Belgique) SA et Raiffeisen Bank International AG.

11) Provisions pour risques et charges

Des provisions sont comptabilisées lorsque la FRA supporte une obligation actuelle, juridique ou implicite, envers des tiers à la suite d'événements passés, qu'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre cette obligation et que le montant de celle-ci peut être estimé de façon fiable. Aucune provision n'est comptabilisée pour des pertes opérationnelles futures. Le montant de la provision correspond à la meilleure estimation des dépenses nécessaires au règlement de l'obligation actuelle à la date de clôture. Lorsque la provision comprend un grand nombre d'éléments, l'obligation est estimée en pondérant tous les résultats possibles en fonction de leur probabilité correspondante (méthode de la «valeur attendue»).

	2015 €	2014 €
Ajustement en souffrance des salaires du personnel (relatif aux six derniers mois de 2011 et à l'intégralité de 2012 et 2013)	<u>-</u>	<u>-</u>
Augmentation/(diminution) des provisions au cours de l'année	<u>(-)</u>	<u>(24,686)</u>

12) Dettes

Le passif financier de la FRA correspond à ses dettes. Elles sont classées comme passif à court terme, sauf lorsqu'elles viennent à échéance plus de 12 mois après la date de clôture du bilan.

Les dettes résultant de l'achat de biens et services sont comptabilisées à réception de la facture indiquant le montant initial et les dépenses correspondantes sont saisies dans les comptes lorsque les biens ou services sont livrés ou fournis à la FRA et acceptés par celle-ci.

	2015 €	2014 €
Préfinancement des entités consolidées – Commission européenne	104,245	156,946
Dettes dues à l'entité consolidée – Commission européenne	2,223	-
Dettes dues à l'entité consolidée – Centre de traduction	<u>-</u>	<u>-</u>
Total payable aux entités consolidées	106,468	156,946
Dettes dues aux entités non consolidées	209,166	493
Régularisation des congés du personnel	228,350	230,119
Dettes diverses	<u>1,064,003</u>	<u>791,065</u>
Montant total dû dans 1 an	<u>1,607,987</u>	<u>1,178,623</u>
Montant total dû entre 1 et 5 ans	<u>-</u>	<u>-</u>
Montant total dû dans plus de 5 ans	<u>-</u>	<u>-</u>

13) Total des recettes de fonctionnement

Les recettes de la FRA comprennent principalement des revenus liés à des opérations sans contrepartie directe.

Les recettes et créances correspondantes sont évaluées à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir et sont comptabilisées à la période à laquelle elles se rapportent.

Les principales sources de revenus de la FRA étaient:

	2015 €	2014 €
Subvention annuelle – Commission européenne	21,124,754	21,072,054
Fonds reçus du Centre de traduction des organes de l'UE	<u>132,772</u>	<u>-</u>
Total de la contribution de l'Union européenne	21,257,526	21,072,054
Contributions des autorités autrichiennes	244,000	244,000
Autres recettes	<u>3,568</u>	<u>10,148</u>
	<u>21,505,094</u>	<u>21,326,202</u>

14) Total des dépenses administratives et de fonctionnement

Conformément aux règles comptables de l'UE, les transactions et événements sont comptabilisés dans les états financiers de l'exercice auquel ils se rapportent. À la fin de l'exercice comptable, les charges à payer sont comptabilisées sur la base du montant estimatif des transferts dus au titre de l'exercice. Le calcul des charges à payer est effectué conformément aux lignes directrices opérationnelles et pratiques publiées par la Commission qui visent à faire en sorte que les états financiers fournissent une image exacte et fidèle de la situation.

Les dépenses principales de la FRA étaient:

	2015 €	2014 €
Dépenses salariales	10,814,808	10,472,284
Amortissements	479,074	486,750
Moins-value de cession	-	1,694
Frais administratifs	2,699,595	2,615,752
Dépenses opérationnelles	<u>8,144,179</u>	<u>6,833,573</u>
	<u>22,137,656</u>	<u>20,410,053</u>

Les transactions avec la Commission européenne, incluses ci-dessus:

	2015	2014
	€	€
Frais administratifs	123,358	134,459
Dépenses opérationnelles	<u>318,349</u>	<u>327,524</u>
	<u>441,707</u>	<u>461,983</u>

Les transactions avec le Centre de traduction des organes de l'UE, incluses ci-dessus:

	2015	2014
	€	€
Frais administratifs	3,587	19,642
Dépenses opérationnelles	<u>1,088,798</u>	<u>1,316,037</u>
	<u>1,092,385</u>	<u>1,335,679</u>

Transactions avec l'Agence européenne de la sécurité aérienne comprises ci-dessus:

	2015	2014
	€	€
Dépenses administratives	<u>1,362</u>	-
	<u>1,362</u>	-

Tous les calculs des traitements indiquant les dépenses salariales totales comprises dans l'état de la performance financière de l'Agence sont externalisés auprès de l'Office de gestion et de liquidation des droits individuels (également dénommé PMO) qui est un office central de la Commission européenne.

Le PMO a pour mission de gérer les droits financiers du personnel permanent, temporaire et contractuel travaillant à la Commission ainsi que de calculer et de payer ses traitements et autres droits financiers. Le PMO assure également ces services pour d'autres institutions et agences européennes. Le PMO est également chargé de gérer la caisse de maladie des institutions, conjointement avec le traitement et le paiement des demandes de remboursement émanant des membres du personnel. Le PMO gère également la caisse des pensions et paie les pensions des membres du personnel retraités. Le PMO fait l'objet d'un audit de la part de la Cour des comptes européenne.

L'Agence est uniquement responsable de la communication au PMO d'informations fiables permettant le calcul des dépenses salariales. Elle est également chargée de vérifier que ces informations ont été correctement traitées dans le rapport mensuel de paie utilisé pour la comptabilité des dépenses salariales. Elle n'est pas responsable du calcul des dépenses salariales effectué par le PMO.

15) Actif éventuel

Un actif éventuel est un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou non d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de la FRA. Un actif éventuel est indiqué lorsque l'entrée d'avantages économiques ou un potentiel de service est probable.

	2015	2014
	€	€
Actifs éventuels		
Garanties perçues sur le préfinancement versé pour les contrats	<u>-</u>	<u>-</u>

16) Passif éventuel

Un passif éventuel est une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou non d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de l'UE, ou une obligation actuelle résultant d'événements passés mais non comptabilisée, soit parce qu'il est peu probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou un potentiel de service sera nécessaire pour régler l'obligation, soit dans les cas extrêmement rares où aucune estimation fiable du montant de l'obligation ne peut être faite.

	2015 €	2014 €
Montants contractés à la fin de l'année pour les biens et services à fournir dans le futur	<u>5,798,472</u>	<u>5,892,651</u>
Augmentation / (diminution) du passif éventuel	<u>(94,179)</u>	<u>1,152,858</u>

Le passif éventuel repose sur la valeur totale des engagements reportés à la fin de l'exercice. Les sommes non utilisées des engagements reportés seront remboursées à la Commission européenne en 2017.

Nombre de procédures judiciaires en cours	<u>3</u>	<u>5</u>
---	----------	----------

Aucune radiation ni aucune provision n'ont été effectuées au cours de l'année.

17) Transactions avec des parties liées

Les parties liées de l'Agence sont les principaux dirigeants. Les transactions entre l'Agence et les principaux dirigeants sont réalisées dans le cadre des opérations normales et, cela étant le cas, aucune information spécifique n'est exigée dans le cadre de ces transactions conformément aux règles comptables de l'UE.

	2015	2014
Nombre d'ordonnateurs à la fin de l'exercice	<u>1</u>	<u>1</u>
Analyse par grade:	2015	2014
AD 15	-	1
AD14	1	-

L'ordonnateur est rémunéré conformément au statut des fonctionnaires des Communautés européennes.

18) Obligations au titre du régime de pension

Les membres du personnel de la FRA sont affiliés au régime de pensions des communautés européennes, qui est un régime de pension à prestations définies.

Les régimes de pension à prestations définies fixent généralement le montant des prestations dont bénéficieront les membres du personnel une fois à la retraite. Ce montant dépend en général d'un ou de plusieurs facteurs, tels que l'âge et les années de service. Les membres du personnel de la FRA contribuent à hauteur de 10.1% de leur traitement de base au régime de pension et une contribution supplémentaire est versée par la Commission européenne. Les comptes de la FRA ne reflètent pas les coûts induits pour la Commission européenne.

Les prestations qui seront dues aux membres du personnel de la FRA au titre du régime de pensions des communautés européennes sont comptabilisées dans les comptes de la Commission européenne. Aucune provision n'a été constituée pour ces pensions dans les présents comptes.

19) Garanties fournies par des tiers

	2015 €	2014 €
Garantie bancaire	<u>1,000,000</u>	<u>1,000,000</u>

Dans le cadre de l'accord de location relatif aux nouveaux locaux, le 21 décembre 2007, Raiffeisen Zentralbank Oesterreich AG a fourni une garantie bancaire d'un montant de 1 000 000 d'euros au propriétaire des locaux de la FRA. La garantie est valable un an mais est prorogée automatiquement chaque année par la banque.

20) Événements postérieurs à la date de clôture

À la date de transmission des présents comptes annuels, aucune autre question importante ou requérant la fourniture d'informations distinctes sous cette rubrique n'a été signalée. Les comptes annuels et les notes annexes ont été préparés à l'aide des données les plus récentes, comme il ressort des informations présentées.

21) Changements de méthodes comptables

Il n'y a pas eu de changements dans les méthodes comptables en 2014 et 2015.

22) Réconciliation entre le résultat budgétaire et le résultat économique

Les états financiers de la FRA sont rédigés selon le principe de la comptabilité d'exercice, où les transactions sont enregistrées à la période à laquelle elles se rapportent. Le résultat pour l'année sur cette base est indiqué dans le compte de résultat économique. Toutefois, la FRA utilise un système de comptabilité de caisse modifiée pour rédiger le compte de résultat budgétaire et son autre rapport budgétaire. Dans ce système, seuls les paiements effectués et les recettes reçues pendant la période sont enregistrés, ainsi que les crédits de paiement reportés.

La différence entre le résultat budgétaire et le résultat économique pour l'exercice est composée de ce qui suit:

	2015	2014
	€	€
Résultat budgétaire	104,245	156,946
Montant dû à la Commission	(104,245)	(156,946)
Impact sur l'actif immobilisé		
Achat d'immobilisation	396,725	388,147
Montant des amortissements/moins-values de cession	(479,074)	(488,444)
Impact sur les charges à reporter/imputer au cours de l'année		
Charges à imputer au cours de l'année	(1,281,624)	(791,066)
Charges à reporter au cours de l'année	120,477	116,449
Ajustement pour les reports de l'année précédente—neutralisation des C8	6,401,559	6,764,404
Remboursement des charges à reporter/imputer de l'exercice antérieur		
Remboursement des charges à imputer de l'année précédente	791,066	1,903,158
Remboursement des charges à reporter au cours de l'année	(116,449)	(133,585)
Remboursement des reports de l'année précédente—neutralisation des C8	(6,764,404)	(6,646,297)
Impact du préfinancement des fournisseurs		
Préfinancement des fournisseurs au cours de l'année	310,675	-
Remboursement du préfinancement des fournisseurs au cours de l'année précédente	-	(175,547)
Autres impacts		
Report des congés de personnel – régularisation de l'année en cours	(228,350)	(230,119)
Remboursement des congés de personnel reportés – régularisation de l'année précédente	230,119	209,049
Remboursement du revenu à imputer de l'année précédente	(13,282)	-
Recettes à imputer au cours de l'année	-	-
Solde par compte de résultat économique	<u>(632,562)</u>	<u>916,149</u>

23) Politiques de gestion des risques financiers

Les informations ci-après relatives à la gestion des risques financiers menée par la FRA concernent les opérations de trésorerie effectuées par la FRA afin d'exécuter son budget.

a. TYPES DE RISQUE

Le risque de marché correspond au risque de fluctuation de la juste valeur ou des trésoreries futures d'un instrument financier en raison de modifications des prix du marché. Le risque de marché englobe non seulement les possibilités de perte, mais également les possibilités de gain. Il inclut le risque de change, le risque de taux d'intérêt et d'autres risques liés aux prix (la FRA n'a pas d'autre risque lié aux prix significatif).

(1) Le risque de change correspond au risque que les opérations de la FRA ou la valeur de ses investissements soient affectées par des variations des taux de change. Ce risque découle de la variation du prix d'une monnaie par rapport à une autre.

(2) Le risque de taux d'intérêt correspond au risque de baisse de la valeur d'un titre, plus particulièrement d'une obligation, découlant d'une hausse des taux d'intérêt. En général, des taux d'intérêt supérieurs entraînent la baisse du prix des obligations à taux fixe et vice versa.

(3) Le risque de crédit correspond au risque de perte découlant du non-paiement par un débiteur/emprunteur d'un prêt ou d'une autre forme de crédit (qu'il s'agisse du principal, des intérêts ou des deux) ou d'une autre incapacité à honorer une obligation contractuelle. Les cas de défaillance comprennent le retard de remboursement, le rééchelonnement des remboursements de l'emprunteur ainsi que la faillite.

(4) Le risque de liquidité résulte de la difficulté de vendre un actif, par exemple lorsqu'un titre ou un actif ne peut être négocié sur le marché assez rapidement pour éviter une perte ou honorer une obligation.

b. POLITIQUES DE GESTION DES RISQUES

Opérations d'emprunt et de prêt

Les opérations d'emprunt et de prêt, ainsi que la gestion de trésorerie connexe, sont réalisées par la FRA en vertu des règles financières respectives. La FRA n'a actuellement pas de prêts ni de dépassements.

Trésorerie

Les règles et principes applicables à la gestion des opérations de trésorerie effectuées par la FRA sont fixés dans le règlement financier et ses règles d'application. Il découle de ces règles le principe majeur suivant: les comptes bancaires ouverts au nom de la FRA ne peuvent être à découvert.

Les opérations de trésorerie et de paiement sont fortement automatisées et reposent sur des systèmes informatiques modernes. Des procédures spéciales sont appliquées pour garantir la sécurité des systèmes et assurer la séparation des tâches conformément au règlement financier, aux normes de contrôle interne de la FRA et aux principes d'audit. Un protocole d'entente écrit et des procédures consignées par écrit régissent la gestion des opérations de trésorerie et de paiement effectuées par la FRA afin de limiter le risque opérationnel et financier et d'assurer un niveau de contrôle adéquat. Ils couvrent les différents domaines d'opération (par exemple: l'exécution des paiements et la gestion de la trésorerie, les prévisions de trésorerie, etc.).

c. RISQUES DE CHANGE

Opérations d'emprunt et de prêt

La plupart des actifs et des passifs financiers étant libellés en euro, la FRA ne court pas de risque de change important.

Trésorerie

Tous les comptes bancaires étant en euro, la FRA ne court pas de risque de change important en ce qui concerne ces actifs.

d. RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Opérations d'emprunt et de prêt

La FRA n'a pas d'emprunt ni de prêt émis à des taux variables.

Trésorerie

La trésorerie de la FRA ne contracte pas d'emprunts. Elle ne s'expose donc à aucun risque de taux d'intérêt. Les soldes qu'elle détient sur des comptes bancaires distincts lui rapportent toutefois des intérêts. Par conséquent, la FRA a mis en place des mesures visant à garantir que les intérêts générés par ses comptes bancaires reflètent régulièrement les taux d'intérêt du marché, ainsi que leurs éventuelles fluctuations. Les soldes de fin de journée des comptes bancaires détenus dans les banques commerciales rapportent quotidiennement des intérêts. Mais ces intérêts sont payés trimestriellement.

Pour les comptes annuels de la FRA, le calcul des intérêts est lié au taux marginal de la BCE pour ses principales opérations de refinancement. Par conséquent, l'intérêt dont dispose la FRA ne risque pas d'être inférieur aux taux du marché.

e. RISQUE DE CRÉDIT

Opérations d'emprunt et de prêt

Des paiements d'acompte ne sont effectués aux fournisseurs que s'ils satisfont aux exigences minimales de capacité financière et économique établies par la FRA.

Trésorerie

Des lignes directrices spécifiques sont appliquées pour la sélection des banques commerciales afin de réduire davantage le risque de contrepartie auquel la FRA est exposée:

Toutes les banques commerciales sont sélectionnées au moyen d'appels d'offres. La notation de crédit à court terme la plus basse ouvrant l'accès à une procédure d'appel d'offres est Moody's P-1 ou une notation équivalente (S&P A-1 ou Fitch F1). Un niveau inférieur peut être accepté dans des circonstances particulières dûment justifiées.

Les notations de crédit des banques commerciales dans lesquelles la FRA possède de comptes sont réexaminées régulièrement.

f. RISQUES DE LIQUIDITÉ

Opérations d'emprunt et de prêt

Des garanties d'acompte ne sont acceptées que de la part de banques ayant une cote de dépôt à long terme d'au moins A2 décernée par l'une des trois principales agences de notation.

Trésorerie

Le budget de la FRA garantit que les ressources générales en trésorerie pour une année donnée sont toujours suffisantes pour l'exécution de tous les paiements. En fait, les crédits d'engagement correspondent au montant des crédits de paiement pour l'exercice budgétaire. La subvention de l'UE accordée à la FRA est toutefois échelonnée en quatre versements égaux au cours de l'exercice, conformément au protocole d'entente avec la Commission européenne. Les paiements ont un certain caractère saisonnier.

Des procédures de prévision régulière de trésorerie ont été mises en place pour garantir que les ressources en trésorerie sont toujours suffisantes pour couvrir les paiements à exécuter au cours d'un mois donné. La saisonnalité des dépenses et les restrictions budgétaires globales des dernières années ont engendré la nécessité de renforcer le contrôle du rythme des paiements sur l'année. En outre, dans le cadre des opérations de trésorerie journalières de la FRA, des outils de gestion de trésorerie automatisés vérifient quotidiennement que chaque compte bancaire détenu par la Commission dispose de liquidités suffisantes.

Section B:

**Rapports sur l'exécution du budget de la FRA pour l'exercice clos le
31 décembre 2015**

STRUCTURE BUDGÉTAIRE ET PRINCIPES

Le compte de résultat de l'exécution budgétaire a été préparé en conformité avec les conditions établies par le règlement de la Commission [article 143 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012: Règles applicables aux comptes].

La comptabilité budgétaire est tenue conformément au règlement financier et à ses règles d'application. Le budget est l'instrument qui prévoit et autorise, pour chaque exercice, les recettes et les dépenses nécessaires à la mise en œuvre du règlement fondateur de la FRA.

Chaque année, la FRA estime ses recettes et ses dépenses pour l'exercice et rédige un projet de budget qu'elle transmet à la Commission. La Commission le transmet ensuite à l'autorité budgétaire. Sur la base de ce projet de budget, le Conseil élabore sa position qui fait ensuite l'objet de négociations entre les deux branches de l'autorité budgétaire. L'arrêt du projet commun est constaté par le président du Parlement, qui rend donc le budget exécutoire. L'exécution budgétaire est une tâche qui appartient à la FRA.

La structure du budget consiste, pour la FRA, en des crédits administratifs et opérationnels et compte uniquement des crédits non dissociés, ce qui signifie que les crédits d'engagement et de paiement sont du même montant. Les crédits non dissociés sont destinés à la couverture financière des opérations ayant un caractère annuel (et qui répondent au principe de l'annualité budgétaire).

Origine des crédits

La source principale des crédits est le budget de la FRA de l'exercice en cours. Néanmoins, il existe d'autres types de crédits qui découlent des dispositions inscrites dans le règlement financier. Ils proviennent d'exercices précédents ou de sources extérieures:

– les **crédits initialement votés au budget** pour l'exercice en cours peuvent être complétés par des virements entre postes et des budgets rectificatifs;

– les **crédits reportés** de l'exercice précédent ou reconstitués complètent également le budget actuel. Il s'agit:

(i) des crédits de paiement non dissociés qui peuvent bénéficier automatiquement d'un report de droit limité au seul exercice,

(ii) des crédits reportés par décision de la FRA dans l'un des deux cas suivants: achèvement des étapes préparatoires ou vote tardif de la base légale;

– les **recettes affectées** qui se composent:

(i) de recettes affectées internes, telles que les restitutions de montants correspondant à des recettes affectées au poste budgétaire concerné par les dépenses initiales et qui peuvent bénéficier d'un report de droit limité au seul exercice,

(ii) de recettes affectées externes, telles que les contributions des États membres.

Composition des crédits disponibles

– budget initial = crédits votés au cours de l'exercice N-1;

– crédits définitifs du budget = crédits initialement votés au budget + crédits des budgets rectificatifs + virements + crédits additionnels;

– crédits additionnels = recettes affectées (voir ci-dessus) + crédits reportés de l'exercice précédent.

Calcul du résultat de l'exécution budgétaire

Les recettes sont prises en considération sur la base des montants effectivement perçus au cours de l'exercice. Pour le calcul du résultat budgétaire de l'exercice, les dépenses comprennent les paiements sur crédits de l'exercice auxquels s'ajoutent les crédits de paiement du même exercice reportés à l'exercice suivant. Les paiements effectués sur les crédits de l'exercice sont ceux qui ont été exécutés par le comptable le 31 décembre de l'exercice au plus tard.

Le chiffre résultant est augmenté ou diminué:

- du montant net qui résulte des annulations de crédits de paiement reportés des exercices antérieurs et des dépassements éventuels, en paiements, dus à la variation des cours de l'euro, des crédits non dissociés reportés de l'exercice précédent; et
- du solde qui résulte des gains et des pertes de change enregistrés pendant l'exercice.

Les crédits reportés comprennent: les reports de droit et les reports par décision. La rubrique annulation des crédits de paiement inutilisés reportés de l'exercice précédent fait apparaître les annulations de crédits reportés de droit et par décision. Elle comprend également la diminution des crédits de recettes affectées reportés à l'exercice suivant par rapport à 2015.

Principes budgétaires

Le budget de la FRA a été établi en conformité avec les principes d'unité, de vérité budgétaire, d'annualité, d'équilibre, d'unité de compte, d'universalité, de spécialité, de bonne gestion financière et de transparence comme établi dans le règlement financier de la FRA.

8. Résultat budgétaire 2015

		2015 €	2014 €
RECETTES			
Subvention de la Commission (pour le budget de fonctionnement des titres 1, 2 et 3)	+	21,229,000.00	21,229,000.00
Fonds PHARE de la Commission	+	-	-
Autres contributions et fonds reçus via la Commission			
Autres donateurs			
Recettes provenant des taxes			
Autres recettes	+	380,339.71	254,148.83
TOTAL DES RECETTES (a)		21,609,339.71	21,483,148.83
DÉPENSES			
<i>Titre I: Personnel</i>			
Versements	-	11,071,193.63	11,150,975.59
Reports de crédits	-	105,374.45	84,905.60
<i>Titre II: Frais de fonctionnement administratif</i>			
Versements	-	1,953,283.54	1,921,400.61
Reports de crédits	-	572,903.50	551,465.76
<i>Titre III: Frais de fonctionnement</i>			
Versements	-	2,458,812.64	1,936,121.33
Reports de crédits	-	5,723,281.66	6,128,033.35
TOTAL DES DÉPENSES (b)	-	21,884,849.42	21,772,902.24
RÉSULTAT POUR L'EXERCICE FINANCIER (a-b)		-275,509.71	-289,753.41
Annulation des crédits inutilisés reportés de l'année précédente	+	104,366.35	147,429.64
Ajustement pour le report des crédits de l'année précédente disponibles au 31 décembre provenant des recettes allouées	+	279,077.42	299,902.24
Solde des échanges pour l'année (gains +/-pertes -) *	+/-	-3,688.76	-632.41
RÉSULTAT DE L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE POUR L'EXERCICE		104,245.30	156,946.06
Solde N-1	+/-	156,946.06	74,691.15
Solde positif de l'année N-1 remboursé à l'année N à la Commission		-156,946.06	-74,691.15
Résultat utilisé pour déterminer les montants dans la comptabilité générale		104,245.30	156,946.06
Subvention de la Commission – l'agence enregistre des recettes accumulées et la Commission des dépenses accumulées		21,124,754.70	21,072,053.94
Préfinancement restant ouvert au remboursement par l'agence à la Commission à l'année N+1		104,245.30	156,946.06

Non inclus dans l'exécution du budget:

Intérêts reçus au 31/12/N sur les subventions de la Commission et à rembourser à la Commission	+	N/A	N/A
--	---	-----	-----

RÉSULTAT BUDGÉTAIRE DE L'EXERCICE

Le résultat économique de l'exercice est calculé selon les principes de la comptabilité d'exercice. Or, le résultat budgétaire est établi sur la base d'une comptabilité de caisse modifiée, conformément au règlement financier. Le résultat économique et le résultat budgétaire couvrant tous deux les mêmes opérations sous-jacentes, il est important de vérifier leur concordance par un rapprochement.

Les recettes effectives d'un exercice budgétaire correspondent aux recettes encaissées sur les droits constatés au cours de l'exercice et aux encaissements sur les droits constatés au cours d'exercices précédents. Par conséquent, les droits constatés en cours d'exercice mais non encore recouverts doivent être déduits du résultat économique aux fins du rapprochement, puisqu'ils ne font pas partie des recettes budgétaires. En revanche, les droits constatés antérieurement à l'exercice et recouverts au cours de l'exercice doivent être ajoutés au résultat économique aux fins du rapprochement.

Les produits nets à recevoir consistent principalement en frais juridiques récupérables. Seul l'effet net, à savoir les produits à recevoir de l'exercice moins les encaissements sur les produits à recevoir de l'exercice précédent, est pris en considération. Les charges nettes à reporter consistent principalement en régularisations de fin d'exercice qui concernent des dépenses éligibles exposées par les bénéficiaires des fonds de l'UE mais n'ayant pas encore été imputées sur la FRA. Tandis que les charges à reporter ne sont pas considérées comme des dépenses budgétaires, les paiements effectués au cours de l'exercice et concernant des factures enregistrées antérieurement à celui-ci font partie des dépenses budgétaires de l'exercice.

L'effet net des préfinancements tient compte à la fois (1) des nouveaux préfinancements versés au cours de l'exercice et comptabilisés en dépenses budgétaires de l'exercice et (2) de tous les préfinancements apurés au cours de l'exercice par l'acceptation de dépenses éligibles. Les seconds constituent des charges comptables, mais non des dépenses budgétaires, puisque les préfinancements initiaux avaient déjà été considérés comme des dépenses budgétaires lors du versement.

Outre les paiements effectués sur les crédits d'un exercice, les crédits reportés à l'exercice suivant doivent également être pris en considération dans le calcul du résultat budgétaire. La même règle s'applique aux paiements exécutés au cours de l'exercice sur les crédits reportés d'exercices précédents ainsi qu'aux annulations de crédits de paiement inutilisés.

Les variations des provisions concernent des estimations de fin d'exercice enregistrées dans la comptabilité d'exercice (portant essentiellement sur les avantages du personnel), qui sont sans incidence sur la comptabilité budgétaire. Les autres éléments de rapprochement comprennent entre autres les amortissements, les acquisitions d'actifs, les paiements au titre des locations et les participations financières, qui font l'objet de traitements différents en comptabilité budgétaire et en comptabilité d'exercice.

Voir la note 7.(22) pour les détails du rapprochement du résultat budgétaire et du résultat économique de l'exercice.

9. Évolution du budget 2015

Titre / Chapitre		Poste budgétaire		Budget adopté 2015	Transferts budgétaires 2015	Budget adopté 2015
Titre 1	PERSONNEL					
	Poste	A-1100	Traitements de base	5,420,000	-210,905	5,209,096
	Poste	A-1101	Allocations familiales	790,000	-109,287	680,713
	Poste	A-1102	Indemnités de dépaysement et d'expatriation	832,000	-46,118	785,882
	Poste	A-1103	Indemnités de secrétariat	8,000	-442	7,558
	Poste	A-1113	Stagiaires	420,000	-33,673	386,327
	Poste	A-1115	Agents contractuels	1,619,000	-177,927	1,441,073
	Poste	A-1130	Couverture des risques de maladie	187,000	-2,180	184,820
	Poste	A-1131	Assurances accidents et maladies professionnelles	40,000	-12,821	27,179
	Poste	A-1132	Couverture du risque de chômage	72,000	-1,193	70,807
	Poste	A-1140	Allocations à la naissance et en cas de décès	2,000	-1,603	397
	Poste	A-1141	Frais de voyage à l'occasion du congé annuel	115,000	-11,965	103,035
	Poste	A-1150	Heures supplémentaires	0	690	690
	Poste	A-1175	Services temporaires	50,000	-50,000	0
	Poste	A-1178	Services extérieurs	65,000	-8,594	56,406
	Poste	A-1190	Coefficients correcteurs des rémunérations	597,000	-204,347	392,653
Total 1 1				10,217,000	-870,364	9,346,636
	Poste	A-1200	Frais de recrutement du personnel	50,000	-22,265	27,735
	Poste	A-1201	Frais de voyage	5,000	-3,475	1,525
	Poste	A-1202	Indemnités d'installation, de réinstallation et de mutation	34,000	18,269	52,269
	Poste	A-1203	Frais de déménagement	15,000	0	15,000
	Poste	A-1204	Indemnités journalières temporaires	10,000	-10,000	0
Total 1 2				114,000	-17,470	96,530
	Poste	A-1300	Frais de missions, de déplacements et autres dépenses	200,000	-43,000	157,000
Total 1 3				200,000	-43,000	157,000
	Poste	A-1400	Restaurants et cantines	0	0	0
	Poste	A-1410	Service médical	48,000	633	48,633
	Poste	A-1420	Perfectionnement professionnel du personnel	240,000	-24,374	215,626
	Poste	A-1430	Frais de contentieux	90,000	-64,300	25,700
Total 1 4				378,000	-88,041	289,959
	Poste	A-1520	Échanges de personnel	372,000	65,182	437,182
Total 1 5				372,000	65,182	437,182
	Poste	A-1610	Relations sociales entre les membres du personnel	20,000	-12,995	7,005
	Poste	A-1620	Autres interventions sociales	625,000	179,125	804,125
	Poste	A-1630	Centres de la petite enfance et crèches	30,000	3,760	33,760
Total 1 6				675,000	169,890	844,890
	Poste	A-1700	Frais de réception et de représentation	5,000	-628	4,372
Total 1 7				5,000	-628	4,372
	Poste	A-1900	Réserve pour le Titre 1	0	0	0
Total 1 9				0	0	0
Total TITRE 1				11,961,000	-784,432	11,176,568
Titre 2	IMMEUBLES, MATÉRIEL ET DÉPENSES DIVERSES DE FONCTIONNEMENT					
	Poste	A-2000	Loyers	572,000	-849	571,151

	Poste	A-2010	Assurances	13,000	-3,125	9,875
	Poste	A-2020	Eau, gaz, électricité et chauffage	94,000	1,036	95,036
	Poste	A-2030	Nettoyage et entretien	321,000	-9,293	311,707
	Poste	A-2040	Aménagement des locaux	15,000	-12,760	2,240
	Poste	A-2050	Sécurité et surveillance des immeubles	115,000	4,597	119,597
	Poste	A-2090	Autres dépenses afférentes aux immeubles	0	0	0
Total 2 0				1,130,000	-20,394	1,109,606
	Poste	A-2100	Matériel informatique	415,000	-9,303	405,697
	Poste	A-2101	Développement de logiciels	309,000	-82,042	226,958
	Poste	A-2102	Services informatiques	50,000	-4,900	45,100
Total 2 1				774,000	-96,245	677,755
	Poste	A-2200	Matériel et installations techniques	17,000	51,065	68,065
	Poste	A-2203	Entretien, utilisation et réparation de matériel et installations techniques	10,000	-10,000	0
	Poste	A-2210	Mobilier	10,000	-5,966	4,034
	Poste	A-2230	Location de matériel de transport	2,000	-1,951	49
	Poste	A-2250	Fonds de bibliothèque, achats de livres	0	0	0
	Poste	A-2252	Abonnements aux journaux et périodiques	0	0	0
Total 2 2				39,000	33,148	72,148
	Poste	A-2300	Papeterie et fourniture de bureau	28,000	-8,841	19,159
	Poste	A-2320	Frais bancaires	5,000	-2,778	2,222
	Poste	A-2330	Frais de contentieux	0	0	0
	Poste	A-2353	Travaux de manutention et déménagement de services	23,000	-10,868	12,132
	Poste	A-2355	Publications et reproduction de documents	11,000	-7,096	3,904
Total 2 3				67,000	-29,583	37,417
	Poste	A-2400	Affranchissement de correspondance et frais de port	23,000	-14,971	8,029
	Poste	A-2410	Redevances de télécommunications	131,000	-15,253	115,747
	Poste	A-2411	Équipements de télécommunications	15,000	-14,510	490
Total 2 4				169,000	-44,735	124,266
	Poste	A-2550	Frais divers pour les réunions	9,000	-2,254	6,746
Total 2 5				9,000	-2,254	6,746
	Poste	A-2601	Études, enquêtes consultations	30,000	-19,751	10,249
Total 2 6				30,000	-19,751	10,249
	Poste	A-2900	Réserve pour le Titre 2	0	0	0
Total 2 9				0	0	0
Total TITRE 2				2,218,000	-179,813	2,038,187
Titre 3	DÉPENSES D'EXPLOITATION					
	Poste	B0-3211	Société de l'information et, en particulier, respect de la vie privée et protection des données à caractère personnel	330,000	-42,409	287,591
	Poste	B0-3221	Visas et contrôles des frontières	0	0	0
	Poste	B0-3230	Immigration et intégration des migrants, visas, contrôles aux frontières et asile	1,090,000	424,821	1,514,821
Total 3 2				1,420,000	382,412	1,802,412
	Poste	B0-3311	Racisme, xénophobie et intolérance associée	85,000	87,727	172,727
	Poste	B0-3321	Discrimination	1,791,000	74,687	1,865,687
	Poste	B0-3340	Intégration des Roms	570,000	164,290	734,290
	Poste	B0-3350	Droits de l'enfant	535,000	365,005	900,005
Total 3 3				2,981,000	691,710	3,672,710
	Poste	B0-3620	Accès à la justice	726,850	170,470	897,320

	Poste	B0-3630	Victimes de la criminalité, y compris leur indemnisation	18,000	-8,091	9,909
Total 3 6				744,850	162,379	907,229
	Poste	B0-3701	Recherche et collecte des données	300,000	-43,621	256,379
	Poste	B0-3711	Communication et sensibilisation	975,000	-59,953	915,047
Total 3 7				1,275,000	-103,575	1,171,425
	Poste	B0-3801	Organes de l'agence	270,000	27,743	297,743
	Poste	B0-3802	Mécanismes de consultation	220,000	-57,274	162,726
Total 3 8				490,000	-29,531	460,469
	Poste	B0-3900	Réserve pour le Titre 3	139,150	-139,150	0
Total 3 9				139,150	-139,150	0
Total TITRE 3				7,050,000	964,245	8,014,245
Total TITRE 1 + 2				14,179,000	-964,245	13,214,755
Total budget				21,229,000	-0	21,229,000

10. Exécution du budget 2015 – Titres 1, 2 et 3 – Crédits C1

Poste budgétaire	Description officielle du poste budgétaire	Crédits (1)	Engagés (2)	Engagés % (2/1)	Payés (3)	Payés % (3/1)
A-1100	Traitements de base	5,209,095.50	5,209,095.50	100.00%	5,209,095.50	100.00%
A-1101	Allocations familiales	680,713.45	680,713.45	100.00%	680,713.45	100.00%
A-1102	Indemnités de dépaysement et d'expatriation	785,881.62	785,881.62	100.00%	785,881.62	100.00%
A-1103	Indemnités de secrétariat	7,557.96	7,557.96	100.00%	7,557.96	100.00%
A-1113	Stagiaires	386,326.58	386,326.58	100.00%	384,826.58	99.61%
A-1115	Agents contractuels	1,441,072.82	1,441,072.82	100.00%	1,441,072.82	100.00%
A-1130	Couverture des risques de maladie	184,820.18	184,820.18	100.00%	184,820.18	100.00%
A-1131	Assurances accidents et maladies professionnelles	27,179.26	27,179.26	100.00%	27,179.26	100.00%
A-1132	Couverture du risque de chômage	70,806.91	70,806.91	100.00%	70,806.91	100.00%
A-1140	Allocations à la naissance et en cas de décès	396.62	396.62	100.00%	396.62	100.00%
A-1141	Frais de voyage à l'occasion du congé annuel	103,035.43	103,035.43	100.00%	103,035.43	100.00%
A-1150	Heures supplémentaires	690.46	690.46	100.00%	690.46	100.00%
A-1175	Services temporaires	0.00	0.00	0.00%	0.00	0.00%
A-1178	Services extérieurs	56,406.14	56,406.14	100.00%	56,406.14	100.00%
A-1190	Coefficients correcteurs des rémunérations	392,653.04	392,653.04	100.00%	392,653.04	100.00%
A-1200	Frais de recrutement du personnel	27,735.41	27,735.41	100.00%	24,566.30	88.57%
A-1201	Frais de voyage	1,525.16	1,525.16	100.00%	266.61	17.48%
A-1202	Indemnités d'installation, de réinstallation et de mutation	52,269.42	52,269.42	100.00%	52,269.42	100.00%
A-1203	Frais de déménagement	15,000.00	15,000.00	100.00%	7,958.02	53.05%
A-1204	Indemnités journalières temporaires	0.00	0.00	0.00%	0.00	0.00%
A-1300	Frais de missions, de déplacements et autres dépenses	157,000.00	157,000.00	100.00%	139,181.15	88.65%
A-1410	Service médical	48,632.79	48,632.79	100.00%	36,319.95	74.68%
A-1420	Perfectionnement professionnel du personnel	215,625.84	215,625.84	100.00%	167,118.15	77.50%
A-1430	Frais de contentieux	25,700.00	25,700.00	100.00%	15,100.00	58.75%
A-1520	Échanges de personnel	437,181.83	437,181.83	100.00%	437,181.83	100.00%
A-1610	Relations sociales entre les membres du personnel	7,004.60	7,004.60	100.00%	6,474.45	92.43%
A-1620	Autres interventions sociales	804,125.03	804,125.03	100.00%	802,075.03	99.75%
A-1630	Centres de la petite enfance et crèches	33,760.27	33,760.27	100.00%	33,248.27	98.48%
A-1700	Frais de réception et de représentation	4,371.76	4,371.76	100.00%	4,298.48	98.32%
	Titre 1:	11,176,568.08	11,176,568.08	100.00%	11,071,193.63	99.06%
A-2000	Loyers	571,150.88	571,150.88	100.00%	571,150.88	100.00%
A-2010	Assurances	9,874.72	9,874.72	100.00%	9,874.72	100.00%

A-2020	Eau, gaz, électricité et chauffage	95,036.48	95,036.48	100.00%	95,036.48	100.00%
A-2030	Nettoyage et entretien	311,707.20	311,707.20	100.00%	303,510.08	97.37%
A-2040	Aménagement des locaux	2,240.00	2,240.00	100.00%	2,240.00	100.00%
A-2050	Sécurité et surveillance des immeubles	119,596.95	119,596.95	100.00%	107,756.95	90.10%
A-2100	Matériel informatique	405,697.27	405,697.27	100.00%	214,034.21	52.76%
A-2101	Développement de logiciels	226,958.00	226,958.00	100.00%	199,070.00	87.71%
A-2102	Autres prestations extérieures pour le traitement des données	45,100.00	45,100.00	100.00%	45,100.00	100.00%
A-2200	Premier équipement en matériel et installations	68,064.67	68,064.67	100.00%	36,535.00	53.68%
A-2203	Entretien, utilisation et réparation de matériel et installations techniques	0.00	0.00	0.00%	0.00	0.00%
A-2210	Mobilier	4,034.25	4,034.25	100.00%	4,034.25	100.00%
A-2230	Location de matériel de transport	49.00	49.00	100.00%	49.00	100.00%
A-2250	Fonds de bibliothèque, achats de livres	0.00	0.00	0.00%	0.00	0.00%
A-2252	Abonnements aux journaux et périodiques	0.00	0.00	0.00%	0.00	0.00%
A-2300	Papeterie et fourniture de bureau	19,159.16	19,159.16	100.00%	17,106.94	89.29%
A-2320	Frais bancaires	2,221.82	2,221.82	100.00%	221.82	9.98%
A-2353	Travaux de manutention et déménagement de services	12,131.64	12,131.64	100.00%	7,817.04	64.44%
A-2355	Publications et reproduction de documents	3,904.49	3,904.49	100.00%	3,904.49	100.00%
A-2400	Affranchissement de correspondance et frais de port	8,028.70	8,028.70	100.00%	7,285.27	90.74%
A-2410	Redevances de télécommunications	115,747.12	115,747.12	100.00%	77,948.33	67.34%
A-2411	Équipements de télécommunications	489.68	489.68	100.00%	0.00	0.00%
A-2550	Frais divers pour les réunions	6,746.26	6,746.26	100.00%	6,608.08	97.95%
A-2601	Études, enquêtes et consultations	10,248.75	10,248.75	100.00%	0.00	0.00%
	Titre 2:	2,038,187.04	2,038,187.04	100.00%	1,709,283.54	83.86%
B3-211	Société de l'information et, en particulier, respect de la vie privée et protection des données à caractère personnel	287,591.16	287,591.16	100.00%	77,738.93	27.03%
B3-230	Immigration et intégration des migrants	1,514,820.81	1,514,820.81	100.00%	531,340.51	35.08%
B3-311	Racisme, xénophobie et intolérance associée	172,726.56	172,726.56	100.00%	126,273.59	73.11%
B3-321	Discrimination	1,865,687.44	1,865,687.44	100.00%	240,192.60	12.87%
B3-340	Intégration des Roms	734,290.10	734,290.10	100.00%	230,539.39	31.40%
B3-350	Droits de l'enfant	900,005.49	900,005.49	100.00%	158,711.64	17.63%
B3-620	Accès à la justice	897,319.90	897,319.90	100.00%	322,705.50	35.96%
B3-630	Victimes de crime et indemnisation	9,909.21	9,909.21	100.00%	5,299.43	53.48%
B3-701	Recherche et collecte des données	256,378.54	256,378.54	100.00%	4,873.66	1.90%
B3-711	Communication et sensibilisation	915,046.52	915,046.52	100.00%	481,496.20	52.62%

B3-801	Organes de l'agence	297,743.27	297,743.27	100.00%	183,145.06	61.51%
B3-802	Mécanismes de consultation	162,725.88	162,725.88	100.00%	61,418.71	37.74%
B3-900	Réserve pour le Titre 3	0.00	0.00	0.00%	0.00	0.00%
	Titre 3:	8,014,244.88	8,014,244.88	100.00%	2,423,735.22	30.24%
	Total C1 (EURO)	21,229,000.00	21,229,000.00	100.00%	15,204,212.39	71.62%

11. Exécution du budget 2015 – Titres 1, 2 et 3 – Crédits C8

Poste budgétaire	Description officielle du poste budgétaire	Crédits (1)	Engagés (2)	Engagés % (2/1)	Payés (3)	Payés % (3/1)
A-1113	Stagiaires	3,060.74	807.17	26.37%	807.17	26.37%
A-1300	Frais de missions, de déplacements et autres dépenses	36,821.79	32,583.95	88.49%	32,583.95	88.49%
A-1410	Service médical	13,785.98	5,055.96	36.67%	5,055.96	36.67%
A-1420	Perfectionnement professionnel du personnel	4,641.14	3,074.34	66.24%	3,074.34	66.24%
A-1430	Frais de contentieux	16,700.00	14,000.00	83.83%	14,000.00	83.83%
A-1610	Relations sociales entre les membres du personnel	9,289.50	8,845.14	95.22%	8,845.14	95.22%
A-1620	Autres interventions sociales	61.45	18.55	30.19%	18.55	30.19%
A-1630	Centres de la petite enfance et crèches	545.00	545.00	100.00%	545.00	100.00%
	Titre 1:	84,905.60	64,930.11	76.47%	64,930.11	76.47%
A-2030	Nettoyage et entretien	8,058.88	7,807.04	96.88%	7,807.04	96.88%
A-2050	Sécurité et surveillance des immeubles	8,353.52	8,026.52	96.09%	8,026.52	96.09%
A-2100	Matériel informatique	159,176.92	154,017.62	96.76%	154,017.62	96.76%
A-2101	Développement de logiciels	167,251.00	163,924.67	98.01%	163,924.67	98.01%
A-2200	Premier équipement en matériel et installations	148,000.00	148,000.00	100.00%	148,000.00	100.00%
A-2300	Papeterie et fourniture de bureau	1,399.36	1,399.36	100.00%	1,399.36	100.00%
A-2320	Frais bancaires	2,000.00	2,000.00	100.00%	2,000.00	100.00%
A-2353	Travaux de manutention et déménagement de services	2,325.00	2,325.00	100.00%	2,325.00	100.00%
A-2355	Publications et reproduction de documents	200.00	0.00	0.00%	0.00	0.00%
A-2400	Affranchissement de correspondance et frais de port	1,070.70	1,070.70	100.00%	1,070.70	100.00%
A-2410	Redevances de télécommunications	43,380.38	41,177.53	94.92%	41,177.53	94.92%
A-2601	Études, enquêtes et consultations	10,250.00	10,250.00	100.00%	10,250.00	100.00%
	Titre 2:	551,465.76	539,998.44	97.92%	539,998.44	97.92%
B3-211	Société de l'information et, en particulier, respect de la vie privée	57,243.93	56,311.37	98.37%	56,311.37	98.37%

	et protection des données à caractère personnel					
B3-230	Immigration et intégration des migrants	1,236,640.99	1,229,007.40	99.38%	1,229,007.40	99.38%
B3-311	Racisme, xénophobie et intolérance associée	17,348.45	14,461.41	83.36%	14,461.41	83.36%
B3-321	Discrimination	2,724,852.31	2,713,963.81	99.60%	2,713,963.81	99.60%
B3-340	Intégration des Roms	551,267.27	529,682.82	96.08%	529,682.82	96.08%
B3-350	Droits de l'enfant	170,968.93	170,528.83	99.74%	170,528.83	99.74%
B3-620	Accès à la justice	221,202.26	211,912.41	95.80%	211,912.41	95.80%
B3-630	Victimes de crime et indemnisation	88,409.56	88,227.62	99.79%	88,227.62	99.79%
B3-701	Recherche et collecte des données	218,390.22	218,390.22	100.00%	218,390.22	100.00%
B3-711	Communication et sensibilisation	488,290.75	469,241.50	96.10%	469,241.50	96.10%
B3-801	Organes de l'agence	72,055.41	72,049.41	99.99%	72,049.41	99.99%
B3-802	Mécanismes de consultation	2,285.85	2,255.59	98.68%	2,255.59	98.68%
	Titre 3:	5,848,955.93	5,776,032.39	98.75%	5,776,032.39	98.75%
	Total C8 (EURO)	6,485,327.29	6,380,960.94	98.39%	6,380,960.94	98.39%

12. Exécution du budget 2015 – Titres 1, 2 et 3 – Crédits R0

Poste budgétaire	Description officielle du poste budgétaire	Crédits (1)	Engagés (2)	Engagés % (2/1)	Payés (3)	Payés % (3/1)
A-2000	Loyers	488,000.00	244,000.00	50.00%	244,000.00	50.00%
	Titre 2:	488,000.00	244,000.00	50.00%	244,000.00	50.00%
B3-321	Discrimination	77.42	77.42	100.00%	77.42	100.00%
B3-711	Communication et sensibilisation	35,000.00	35,000.00	100.00%	35,000.00	100.00%
	Titre 3:	35,077.42	35,077.42	100.00%	35,077.42	100.00%
	Total R0 (EURO)	523,077.42	279,077.42	53.35%	279,077.42	53.35%

13. Exécution du budget 2015 – Titres 1, 2 et 3 – Crédits C4

Poste budgétaire	Description officielle du poste budgétaire	Crédits (1)	Engagés (2)	Engagés % (2/1)	Payés (3)	Payés % (3/1)
B3-620	Accès à la justice	132,772.00	132,772.00	100.00%	0.00	0.00%
	Titre 3:	132,772.00	132,772.00	100.00%	0.00	0.00%
	Total C4 (EURO)	132,772.00	132,772.00	100.00%	0.00	0.00%

14. Budget 2015 - Tableau des effectifs

Catégorie et grade	Postes permanents				Postes temporaires			
	2015 (postes autorisés)	2015 (effectivement occupés)	2014 (postes autorisés)	2014 (effectivement occupés)	2015 (postes autorisés)	2015 (effectivement occupés)	2014 (postes autorisés)	2014 (effectivement occupés)
AD 16	-	-	-	-	-	-	-	-
AD 15	-	-	-	-	1	-	1	1
AD 14	-	-	-	-	1	1	-	-
AD 13	-	-	-	-	2	1	3	1
AD 12	-	-	-	-	10	-	9	-
AD 11	-	-	-	-	-	5	-	6
AD 10	-	-	-	-	14	2	15	2
AD 9	-	-	-	-	11	5	11	5
AD 8	-	-	-	-	1	9	1	9
AD 7	-	-	-	-	4	14	5	15
AD 6	-	-	-	-	2	7	2	7
AD 5	-	-	-	-	-	-	-	-
Total AD	-	-	-	-	46	44	47	46
AST 11	-	-	-	-	-	-	-	-
AST 10	-	-	-	-	1	-	1	-
AST 9	-	-	-	-	3	-	-	-
AST 8	-	-	-	-	3	3	3	3
AST 7	-	-	-	-	7	4	8	4
AST 6	-	-	-	-	12	3	6	2
AST 5	-	-	-	-	-	8	1	9
AST 4	-	-	-	-	1	7	9	8
AST 3	-	-	-	-	-	2	-	2
AST 2	-	-	-	-	-	-	-	-
AST 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Total AST	-	-	-	-	27	27	28	28
AST/SC 6	-	-	-	-	-	-	-	-
AST/SC 5	-	-	-	-	-	-	-	-
AST/SC 4	-	-	-	-	18	9*	18	8

AST/SC 3	-	-	-	-	9	14	9	15
AST/SC 2	-	-	-	-	2	5	2	5
AST/SC 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Total AST/SC	-	-	-	-	29	28	29	28
Total	-	-	-	-	102	99	104	102

* plus 1 AC FG IV recruté le 01.09.2015 dans le cadre de la flexibilité prévue par les règlements financiers.